Cahier de doléances du Tiers État de Lay St Christophe (Meurthe-et-Moselle)

Cahier des Doléances, Plaintes et Remontrances des habitans Contribuables de la Communauté de Lay St Christophe.

Cejourd'huy, treize mars mil sept cent quatre vingt neuf, Nous, Maire, Syndic, habitans de Lay S' Christophe soussignés, convoqués et assemblés au son de la cloche en la manière ordinaire et accoutumée, en une des salles de la maison du S' Giroux, médecin et chirurgien, demeurant en ce lieu, pour vacquer à la rédaction du cahier de nos doléances, plaintes et remontrances, au désir et en exécution de la lettre de Sa Majesté et des réglemens relatif à la tenue prochaine des États Généraux :

1° Croyons qu'avant de nous occuper et de l'objet relatif aux impôts et des intérêt personnels et particuliers à notre Communauté il convient de travailler au bien général, et à ce qui peut concourir à procurer au sujets de tous les États de tous les ordres, l'avantage réel que nous devons nous promettre de la convocation prochaine des États Généraux de la quelle nous sommes redevables aux bontés paternelles, au principe d'équité et de justice, dont Sa Majesté nous a donné des preuves dans tous les tems, pour seconder les vues bienfaisantes qui ne peuvent s'effectuer que par la réunion et d'une parfaite intelligence entre les trois ordres, le premier objet à traiter est de solliciter une constitution, telle qu'aucun sujet ne puisse être arrêté, détenu, sous quelque prétexte ce puisse être, qu'en vertu d'un décret du juge ; que le droit sacrée de la propriété soit respectée sans pouvoir y donner aucune atteinte et que aucun impôt ne puisse être établi ny prorogé sans le consentement et la sanction de la nation.

2° Observant au surplus que l'objet relatif à l'impôt. ne puisse être traité qu'après qu'on se sera, de la part de Messieurs les députées, occupé utilement de celui de la Constitution et que lorsque celle-cy et tout ce qui a trait sera consolidé, de manière à en assurer à jamais l'exécution, sans qu'on puisse en aucune manière, ny sous quelque prétexte que ce soit, en déroger, ny en suspendre l'effet.

3° Observant les comparans qu'il est de l'utilité générale de la province de Lorraine de renouveler à la tenue des États Généraux les instances et réclamations pour obtenir les États provinciaux, d'après les différentes demandes qui en ont été faite jusqu'à présent, pour les dit État provinciaux être chargés de l'administration confiée à Messieurs les Intendants.

4° Que le prix excessif des bois, que la pénurie dont on est menacée, ne provenant que de la multiplicité des usuines à feu, notamment des salines, il seroit important que celles de Moyenvic, qui ne subsiste est n'est alimentée que des eaux salées de celle de Dieuze, et que celle de Château Salin fussent supprimées et détruites, celle de Dieuze étant suffisante pour l'approvisionnement de la province et l'exécution de nos traités avec les Suisses, et sauf à user de sel gris ; étant intéressant aussy que le prix de cette marchandise, absolument nécessaire dans les campagne et toujours un objet de grande dépense pour les bestiaux, soit réduit au tau auquel la vente s'en fait à l'Étranger.

5° Qu'il en est de même du prix du tabac, en lui même exorbitant.

6° Qu'il seroit à souhaiter que l'on simplifiât les procédure, ne pouvant, les comparans, que faire des vœux à cet égard, s'en rapportant à la prudence, au zèle, et au connoissance de ceux qui par état sont plus à portée de connoitre les abus résultants de celle observée jusques à présent, tant pour la procédure civile que pour celle criminelle, sur laquelle il est à souhaiter que les accusées ayent des deffenseurs, et soient deffendu publiquement et que le même code fixe, détermine les peines, toujours en raison de la nature du crime.

7° Que l'édit des clos du mois de mars 1767, étant un obstacle à la vaine pâture, duquel il résulte un dommage réel aux pauvres habitans de la campagne, il est très important d'en solliciter la suppression.

8° Que l'établissement des jurés priseurs étant une surcharge au public, surcharge d'autant plus onéreuse qu'elle tombe principalement sur la classe la plus indigente, en ce que le chétif mobilier, délaissée par de pauvre malheureux ou sur eux vendu judiciairement, est trop souvent absorbée par les droits attribués à ces officiers, il est du bien général d'en solliciter la suppression de ces officiers.

9° Que les privilèges exclusifs établis au sujet de la fabrication des eau de vie, de la cuite des marcs, étant

aussi onéreux aux propriétaires et donnant trop souvent lieu à des monopoles, de pareil privilèges étant toujours contraires au bien public, à la liberté du commerce, il convient aussi en solliciter l'anéantissement.

10° Que l'établissement du tableau des hypothèques dans l'auditoire de chaque Bailliage pour purger les hypothèques ne remplissant qu'imparfaitement les vues de l'édit, en ce que l'affiche en cet auditoire est presque toujours ignorée des gens éloigné ou qui résidans les campagnes, il convient aussi de demander, ou le rétablissement des décrets volontaires, suivant l'ordonnance de 1707, ou que la vente soit annoncée dans chacun Heu de la situation des biens vendus, par la lecture des contrats par un huissier royal du siège en l'auditoire du quel la vente sera affichée, laquelle lecture se feroit le jour de dimanche qui suivra la mise faite de ce contrat au tableau, à l'issue de la messe paroissiale de chacun lieu de la situation des biens.

11° Que la trop grande multiplicité des colombiers établis dans la province, tant il est vrai qu'il s'en trouve jusqu'à neuf dans cette Communauté, lesquels nuisent considérablement aux cultivateurs et à tous autres propriétaires ; c'est pourquoy qu'on en espère la suppression.

12° Il est à désirés que les Seigneurs ecclésiastiques, surtout qu'il tirent un tiers sur les affouages et émolumens de la Communauté au préjudice des pauvres habitans, soit supprimés et réduits à deux portions.

13° De même, il est à désirés que les amendes à cause des délits commis, soit sur les propriétés du seigneur, ou de la Communauté, qui sont toutes attribuées au seigneur ecclésiastique, lui soit ôté et destiné, toutes sans exception, au profit de la fabrique du lieu pour moitié et l'autre au profit des pauvres de la paroisse.

14° Il est aussi à désirer que la bannalité des moulins soit supprimée, vu la perte considérable qu'en essuyent les habitans qui en sont bannaux.

15° Il seroit pareillement à désirer que l'impôt sur les vins soit également supprimé, n'ayant que le tiers état des campagnes qui est surchargés.

16° Il est aussi à désirer que les impôts sur les cuirs soient supprimés.

17° Les brasseries consommant une très grande quantité d'orge qui devroit servir à la nourriture du pauvre peuple, il seroit un bien de les supprimer en Lorraine, y ayant des vignobles en suffisance.

18° Les petites chasses occasionnant de très grandes dégradations dans les forêts, on en désire la suppression.

19° Il est aussi à désirer que les cottes, qui ont toujours été des anciens pâturages des troupeaux et qui se trouvent actuellement cultivées en parties par l'admodiateur du Seigneur et autres particuliers, soient remis en leur ancien vain pâturage, comme appartenant à la présente Communauté.

20° Il conviendrait également que tout ceux qui jouissent de la pêche sur les rivières et ruisseaux soient chargés à la construction et à l'entretien des pons sur yceux et en décharger l'État.

21° Que les comparans, persuadés du désir efficace qu'ons les deux premiers ordres de concourir au bien que nous devons nous promettre des États Généraux, se flattent que ces deux ordres s'enpresseront à y contribuer, en consentant coopérer avec le tiers état à toutes les charges pécuniaires.

22° Qu'il seroit à souhaiter qu'il n'y eu qu'un seul impôt, qui sera payés par chacun sujet, au prorata de sa fortune, de ses facultés et propriétés.

23° Qu'un point essentiel et le retour périodique des États Généraux, le quel seroit fixé de trois ans à autres, sans que l'impôt qui pourroit être accordé, après néanmoins la formation de la constitution, puisse, sous aucun prétexte, être continué, ni prorogé que du consentement des États Généraux, ainsi trianalement assemblées et convoquer, lequel impôt tomberoit de droit en cas de non convocation des dits États, des dits États Généraux.

24° Qu'enore que les comparans n'ayent qu'à se louer du zèle, du désintéressement et de la probité de ceux qui par leur mérite seront jugés dignes d'être députés à la tenue prochaine, cependant ils pensent qu'un des premier devoirs à leur imposer et de ne pouvoir solliciter aucune pension, gratification, charge, n'en pouvoir accepter, sous quelque prétexte que ce soit, sinon du consentement des États provinciaux.

25° Les comparans auront en outre l'honneur de représenter que la présente Communauté est composée

de cent quatre vingt six habitants, lesquels ne possèdent qu'environ deux cent vingt cinq jours de vignes et environ quarante cinq jours de terre et prés ; de même environ quinze jours de jardins et neuf cent trente cinq arpens de bois, ce qui ne forme qu'environ le quart du ban, le surplus appartenante tant à la noblesse, le Seigneur ecclésiastique et privilégiés, pour lequel quart, la dite Communauté paye trois mille cinq cent septante trois livres, tant pour subvention que ponts et chaussées et environ six cent livres de vingtième ; en outre, il paye au seigneur la dixme à l'onzième sur la production des terres et de plusieurs espèces de bestiaux ; paye au même seigneur trois livres par chaque jour de vigne, année stérile comme fertile, et quatre frans barrois pour chaque habitant annuellement pour la liberté d'avoir un four ; le d' seigneur perçoit aussy le tiers de leurs bois en réserve et en affoyages, futaye, ainsy que le tiers dans tout autre vente qui se font des biens communaux ; outre les charges cy dessus, les habitants et laboureur doivent le droit de charue, conduire les foins du bréuille¹, conduire les grains de ses corvées et les habitants doivent faucher, fauciller depuis six heure jusque midy et sous la rétribution modique, conformément à son titre, pourquoi ils espèrent la suppression d'une partie de ses charges.

26° En 1783, la Communauté à essuyée un orage qui a fait une telle détérioration sur toute les terres et vignes, que jamais elle ne pourront être d'un rapport comme cy devant, la récolte de cette année ayant été plus de moitié périée, deux ponts ont été enlevées dont l'un a coûtée à la Communauté, sept mille sept cent livres pour la reconstruction non compris les bois quelle y a fourny.

27° La même Communauté a payé jusqu'à présent, annuellement, sept à huit cent livres pour les entretien des route mis à leur charge, outre les ponts et chaussées rappelle cy devant. Il est à désiré la suppression de la traite foraine, vu qu'elle est onéreuse et vexatoire.

28° Les magasins froduleux en grain exige leurs suppression, vu la cherté exorbitante qu'ils occasionnent et notâment ceux des Juifs ; cette Nation, qui depuis peu ayant acquis des terre et seigneurie, qui sont cultivés par des domestique, se servent de ce prétexte pour faire des magasins, ce qui cause une très grande cherté et font souffrir le peuple.

Fait et arrêté en la salle cy-devant dite les ans et jours susdits ; et avons signé, pour être le double déposée au greffe de la Communauté.

¹ Pré du seigneur